

URGENCE ÉCOLOGIQUE, URGENCE SOCIALE...

**FINS DE MOIS,
FIN DU MONDE...
FAUT QUE ÇA CHANGE !**

Fédération
Nationale
Équipement
Environnement

la
cgt

**LA CGT VOUS APPELLE À PARTICIPER AUX
ACTIONS POUR NOS REVENDICATIONS
LES 20, 24 ET 27 SEPTEMBRE POUR LE CLIMAT
ET LA BIODIVERSITÉ, L'EMPLOI, LE POUVOIR
D'ACHAT, LES RETRAITES, LES SERVICES PUBLICS
ET LA FONCTION PUBLIQUE.**

Pour que la « transition écologique et solidaire » ne demeure pas un mot creux, les revendications convergent pour la justice fiscale, sociale, climatique, environnementale...

Lors de la COP 21 fin 2015, **les organisations syndicales avec les associations ont porté l'exigence d'une Transition Juste.** C'est-à-dire une transition écologique et énergétique qui ne laisse personne au bord du chemin, permette de développer les emplois pour toutes et tous, améliore la qualité de vie au et hors travail, réduise les inégalités sociales, défende les biens communs et pas l'actionnaire.

Il nous faut gagner d'autres modes de développement, de production et de consommation.

La CGT milite pour le développement humain durable.

Injustice sociale, injustice écologique. Modifier son mode de vie ne doit pas être un luxe. Les 1 % les plus riches ont une empreinte carbone 40 fois supérieure aux 10 % les plus pauvres. Et ceux-ci subissent la malbouffe, les logements mal isolés et la précarité énergétique, les boulots les plus durs et/ou les plus précaires, de longs temps de trajets domicile/travail... et souvent plus que les autres en raison de leur localisation, les polluants et le bruit des infrastructures collées à leurs fenêtres.



Injustice sur la taxe carbone ! Sur 36,7 milliards de taxes sur les énergies en 2018, seuls 7,3 Mds servent à la transition énergétique. Les entreprises de transport routier, celles du BTP, les compagnies aériennes, ne payent pas de taxes sur le gazole ou sur le kérosène. Les entreprises relevant du système européen de permis négociables payent 20 € la tonne de CO₂, les ménages 44,60 € de contribution climat énergie (additionnelle à la taxe intérieure de consommation des produits énergétiques TICPE), soit plus du double.

Dans tous les pays avec des formes différentes, libre échange, libre concurrence et attaques contre les services publics au nom de la libre entreprise, les recettes du libéralisme font des ravages. **Les humains et la nature sont tenus dans le même mépris.** Les victoires de Trump et de Bolsonaro ne sont pas des accidents du capitalisme.

En France avec l'autorisation du gouvernement, le groupe Total va importer encore plus d'huile de palme d'Indonésie et de Malaisie pour du « biocarburant ».

Est-ce cela la « stratégie française de lutte contre la déforestation importée » vantée par Macron auprès de ses homologues du G 7 ? **Le train de primeurs Perpignan-Rungis s'est arrêté mettant sur la route des milliers de camions supplémentaires.** En réponse à la mobilisation, la ministre promet qu'il va repartir si de l'argent est trouvé pour les wagons. Est-ce cela la « réforme ferroviaire » en Marche ? **Le gouvernement organise la privatisation des barrages EDF et augmente les subventions aux actionnaires des projets privés éolien et solaire. Est-ce cela l'intérêt général des milieux aquatiques, du service public de l'énergie, de la transition énergétique ?**



Pourtant, ce qu'il y a à faire et changer est connu et depuis longtemps! Dès 1992 à Rio au sommet de la planète terre les Etats ont adopté l'Agenda 21 pour notre avenir commun, 3 Conventions relatives à la Biodiversité, à la Lutte contre le Changement Climatique, contre la Désertification... Et le respect ou non des 17 objectifs de développement durable (ODD), précisés en 2015 par 150 cibles à tenir avant 2030, est vérifié par des rapports annuels à l'ONU. **Il y a urgence !** Les derniers rapports du GIEC (groupe intergouvernemental d'experts sur le climat) et de l'IPBES (groupe intergouvernemental d'experts sur la biodiversité) désignent précisément les causes et responsabilités, comme les ruptures, actions et moyens nécessaires pour une planète vivable.

Le double langage de Macron est celui du capitalisme d'actionnaires: oui à l'écologie si elle offre plus de profits, plus de marchés. Résultat du capitalisme vert : en raison des

importations massives de produits industriels, **l'empreinte carbone française est 1,7 fois supérieure aux émissions nationales.** C'est-à-dire que les émissions correspondant aux consommations nationales sont imputées aux pays où sont produits les biens importés. C'est un démenti aux discours publicitaires sur le verdissement des entreprises et leur responsabilité sociale et environnementale.

En France, les besoins d'investissements dans les territoires sont criants pour être utiles à l'eau, l'air, la biodiversité, le climat, aux circuits courts, à l'économie circulaire... **Mais ils ne se réalisent pas à la hauteur des besoins.**

Dans les entreprises, ils entrent **en contradiction avec les exigences de rentabilité financière.** Notre pays devient champion : 51 milliards versés aux actionnaires au deuxième trimestre, oui l'argent existe ! Et lorsqu'il s'agit de besoins d'investissements publics, les collectivités territoriales, l'Etat ou les établissements publics, sont soumis à l'austérité budgétaire,

ainsi qu'au respect des dogmes de la « liberté » de la concurrence et des échanges.

Sous les quinquennats Sarkozy, Hollande puis Macron, **les effectifs et les moyens de fonctionnement du ministère chargé de l'écologie et de ses**

établissements publics ont subi des réductions considérables. Unies, les organisations syndicales du ministère ont créé un comité de défense du ministère de l'écologie.

Un plan Biodiversité est adopté, l'Office français de la Biodiversité (OFB) est créé par fusion dès 2020 d'établissements existants... mais en décidant d'y supprimer 150 emplois. **Trump supprime 250 emplois à Météo US, Macron en supprime 500 à Météo France en 5 ans, 200 dans les Agences de l'eau, 400 au CEREMA !**

Les préfets auront encore plus de pouvoirs pour contourner l'expertise publique et technique des services ministériels, par des couches de « mutualisation », « déconcentration », « modularité », « décentralisation »... Autant de suppressions de compétences techniques indépendantes des intérêts privés.

Juste et efficace pour relever les défis, la maîtrise publique des biens communs et la force de la planification sont déterminantes pour faire prévaloir l'intérêt général et l'égalité républicaine dans tous les territoires.

Bonne gestion des milieux aquatiques, réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'empreinte carbone, protection de la biodiversité, circuits courts, transports propres et accessibles... **C'est plus de services publics qu'il nous faut avec des agents publics à statuts, compétents et indépendants des pressions !**

